

## **Publications périodiques**

---

Comptes annuels

---

**CREATIS**

Société anonyme à Conseil d'administration  
au capital de 52 900 000 Euros  
Siège social : 59866 VILLENEUVE D'ASCQ  
61 avenue Halley, Parc de la Haute Borne  
419 446 034 R.C.S. LILLE METROPOLE

*Comptes annuels au 31 décembre 2017*  
*Approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle du 31 mai 2018*

**I. — Bilan social**  
(en Euros)

	<b>Actif</b>	<b>Notes</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
1	Caisse, banques centrales, CCP		241 745	322 023
2	Effets publics et valeurs assimilées			
3	Créances sur les établissements de crédit		12 443 003	30 524 580
4	Opérations avec la clientèle	Note 10-A	2 052 886 120	1 834 278 726
5	Obligations et autres titres à revenu fixe			
6	Actions et autres titres à revenu variable			
7	Participations et autres titres détenus à long terme	Note 11	9 611	10 689
8	Parts dans les entreprises liées	Note 12	857	858
9	Crédit-bail et location avec option d'achat			
10	Location simple			
11	Immobilisations incorporelles	Note 13	126 610	131 357
12	Immobilisations corporelles	Note 13	452 253	589 481
13	Capital souscrit non versé			
14	Actions propres			
15	Autres actifs	Note 14	32 906 693	40 870 827
16	Comptes de régularisation	Note 15	4 271 629	4 032 013
	Total de l'actif		2 103 338 521	1 910 760 555

	<b>Passif</b>	<b>Notes</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
1	Banques centrales, CCP			
2	Dettes envers les établissements de crédit	Note 10-B	1 890 516 551	1 725 812 842
3	Opérations avec la clientèle	Note 10-B-C	24 987 247	24 722 735
4	Dettes représentées par un titre	Note 11-C		
5	Autres passifs	Note 14	17 600 077	19 629 683
6	Comptes de régularisation	Note 15	17 914 555	20 691 074
7	Provisions	Note 16	1 279 839	939 112
8	Dettes subordonnées (y compris dettes rattachées)	Note 6		
9	Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)			
10	Capitaux propres hors FRBG		151 040 251	118 965 109
11	Capital souscrit	Note 17	52 900 000	52 900 000
12	Primes d'émission			
13	Réserves	Note 17	4 421 610	3 016 731
14	Ecart de réévaluation			
15	Provisions réglementées et subventions d'investissement			
16	Report à nouveau (+/-)	Note 17	61 643 499	34 950 799
17	Résultat de l'exercice (+/-)	Note 17	32 075 142	28 097 579
	Total du passif		2 103 338 521	1 910 760 555

	<b>Hors bilan (En Euros)</b>	<b>Notes</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
	<b>Engagements donnés</b>			
1	Engagements de financement	Note 18-I	1 066 730	1 329 395
2	Engagements de garantie			
3	Engagements sur titres			
	<b>Engagements reçus</b>			
4	Engagements de financement	Note 18-II	-	50 000 000
5	Engagements de garantie		44 953 405	30 244 583
6	Engagements sur titres			

**II. — Compte de résultat social**

	<b>(En Euros)</b>	<b>Notes</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
1	Intérêts et produits assimilés	Note 19	116 052 650	118 357 212
2	Intérêts et charges assimilées	Note 20	22 753 533	25 352 407

3	Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées			
4	Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées			
5	Produits sur opérations de location simple			
6	Charges sur opérations de location simple			
7	Revenus des titres à revenu variable	Note 21	0	0
8	Commissions (produits)	Note 22	12 541 363	11 428 185
9	Commissions (charges)	Note 22	657 666	800 446
10	Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation			
11	Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés			
12	Autres produits d'exploitation	Note 23	491 846	163 072
13	Autres charges d'exploitation	Note 23	62 742	74 901
14	Produit net bancaire		105 611 918	103 720 715
15	Charges générales d'exploitation	Note 24	32 268 900	28 049 090
16	Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		141 976	184 274
17	Résultat brut d'exploitation		73 201 043	75 487 350
18	Coût du risque	Note 25	31 937 078	39 176 975
19	Résultat d'exploitation		41 263 965	36 310 375
20	Gains ou pertes sur actifs immobilisés	Note 26	128 344	379 955
21	Résultat courant avant impôt		41 392 309	36 690 330
22	Résultat exceptionnel	Note 27		
23	Impôts sur les bénéfices	Note 28	9 317 167	8 592 751
24	Dotations / Reprises de FRBG et provisions réglementées			
25	Résultat net		32 075 142	28 097 579

### III. — Affectation du résultat

L'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle des actionnaires décide d'affecter le résultat de l'exercice, d'un montant de 32 075 142,20 euros de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice	32 075 142,20 euros
Affectation à la réserve légale	868 389,73 euros
<b>Solde</b>	<b>31 206 752,47 euros</b>
Affectation au compte « report à nouveau »	31 206 752,47 euros

L'Assemblée Générale des actionnaires prend acte qu'il n'a pas été distribué de dividende au titre des trois derniers exercices.

### IV. — Annexe des comptes annuels

Exercice 2017

#### 1re Partie Contexte réglementaire & faits caractéristiques

##### Note 1 – Activités et contexte réglementaire

A – Créatis, Société Anonyme à Conseil d'Administration, filiale de Cofidis Participations est un Etablissement de Crédit dont l'activité est centrée sur les financements, la collecte des dépôts et les services bancaires aux particuliers. Cette activité est exercée depuis le 1er novembre 1998, date de l'apport partiel d'actif réalisé par la Caisse de Crédit Municipal de Lille.

B – En tant qu'Etablissement de Crédit assujéti à la loi du 24 janvier 1984, Créatis présente des comptes annuels conformément à la réglementation bancaire. Ses comptes annuels sont soumis à la certification de deux Commissaires aux Comptes.

Le contenu de l'annexe aux comptes annuels est précisé dans l'ANC N° 2014-07. Dans ce contexte, Créatis présente des notes annexes faisant partie intégrante des comptes annuels, qui :

- indiquent les faits caractéristiques de l'exercice (note 2) ;
- précisent les règles et méthodes comptables retenues pour la présentation de ces comptes annuels (notes 3 à 9) ;
- complètent l'information donnée par le bilan et le compte de résultat (notes 10 à 28).

##### Note 2 – Faits caractéristiques

Voici les faits marquants 2017 :

CREATIS a reçu le 19 décembre 2014 une proposition de rectification suite à une vérification de sa comptabilité des années 2011 à 2013. CREATIS a fait part de ses observations dans un courrier adressé à l'administration fiscale le 9 février 2015. Au 31 décembre 2015, le seul point de désaccord concerne la provision 1 et 2 impayés. CREATIS a saisi la Commission départementale ou nationale des impôts directs et des taxes sur le chiffre d'affaires. La Commission s'est déclarée incompétente, l'administration fiscale a effectué une mise en recouvrement en fin d'année 2016. CREATIS va déposer une réclamation contentieuse (procédure en cours).

Il n'y a pas eu d'événements postérieurs à la clôture.

#### 2e partie Principes comptables & méthodes d'évaluation

##### Principes généraux retenus

## Note 3 – Crédits à la clientèle et dépréciations

Les encours restructurés représentent les encours faisant l'objet d'un réaménagement de dette.

L'encours douteux se compose des créances présentant un risque de crédit avéré, correspondant à l'une des situations suivantes :

- lorsqu'il existe un impayé supérieur ou égal à 1 euro de plus de 90 jours,
- lorsque la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé, on peut conclure à l'existence d'un risque avéré, s'il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie.

Au sein des encours douteux, Créatis identifie les encours douteux compromis, ces encours sont composés des créances en situation : de déchéance du terme, douteuses depuis plus de 12 mois.

Le classement pour une contrepartie donnée des encours en encours douteux entraîne par "contagion" un classement identique de la totalité de l'encours.

Les montants des crédits en cours incluent les encours douteux nets de dépréciations.

Les encours ne présentant plus les caractéristiques du déclassement en encours douteux font l'objet d'un retour en encours sains.

Créatis constitue des dépréciations destinées à couvrir les créances sur la clientèle pour lesquels il existe un risque avéré de non-recouvrement. Ces dépréciations sont calculées par application d'une modélisation statistique qui, à partir des flux de recouvrement, sur la base de données historiques observés sur des portefeuilles homogènes de créances, déterminent les flux futurs attendus de ces créances

Les dépréciations sur les créances impayées sont calculées en appliquant des taux de provisionnement croissants en fonction du degré de gravité de chaque catégorie d'encours (nombre de mensualités de retard plus ou moins important, motifs spécifiques...).

Les taux retenus reposent sur une approche statistique des flux d'encaissements prévisionnels, réactualisés à chaque arrêté annuel. Ces taux font l'objet d'une actualisation, conformément aux dispositions du CRC 2002-03 modifié par le règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

L'approche statistique s'appuie sur le système de notation interne de Créatis, basé sur une segmentation de l'encours ainsi que sur le nombre de mensualités impayées. La segmentation de l'encours de Créatis, est définie en fonction de la situation de la créance dans le système de gestion de Créatis.

Les dotations et reprises d'actualisation sont passées en coût du risque.

Créatis comptabilise les intérêts sur encours douteux conformément aux termes du contrat. Ils entrent dans la base du calcul de la dépréciation au titre des pertes probables avérées.

En application du règlement ANC 2014-07 une décote relative aux créances restructurées est constituée.

Les créances restructurées sont des créances détenues auprès de contreparties présentant des difficultés financières telles que l'établissement de crédit est amené à modifier les caractéristiques initiales (durée, taux d'intérêt) afin de permettre aux contreparties d'honorer le paiement des échéances.

La décote est calculée sur les encours sains et représente le manque à gagner actualisé entre le nouveau taux de la créance et le taux initial du prêt.

La décote est enregistrée en coût du risque au moment de sa constitution. Les reprises de décote sont enregistrées en produit net bancaire. Au bilan, elle est inscrite en minoration des encours.

## Note 4 –Portefeuille titres

Néant.

## Note 5 – Immobilisations et amortissements

A – Les immobilisations sont inscrites au bilan pour leur prix de revient.

B – Les immobilisations corporelles et incorporelles sont amorties selon les modes et durées d'utilisation indiqués ci-après, conformément au règlement ANC 2014-03 :

Nature	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	15 à 25 ans
Aménagements et agencements	Linéaire	5 à 15 ans
Mobilier	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 à 5 ans
Matériel de transport	Linéaire	5 ans
Matériel informatique	Linéaire	5 à 10 ans
Logiciels informatiques	Linéaire	1 à 3 ans

## Note 6 – Capital social

Le capital de Créatis s'élève à 52 900 000 Euros, composé de 3 306 250 actions de 16 Euros de nominal, détenu à 99.99 % par Cofidis Participations.

	Nombre d'actions au 31 décembre 2017
Cofidis Participations	3 306 244
Président et membres du conseil d'administration	6
Nombre total d'actions	3 306 250

Montant du Capital Social (en Euros)	52 900 000
--------------------------------------	------------

## Note 7 – Instruments financiers hors bilan et gestion ALM

A – Les opérations à terme sur instruments financiers hors bilan sont inscrites en hors bilan pour le montant du principal théorique sous-jacent.

B – Il s'agit pour partie d'opérations de micro couvertures adossées sur des emprunts blancs : les produits et charges relatifs aux opérations de couverture sont comptabilisés en résultat de manière symétrique à ceux relatifs aux opérations couvertes.

C – Des macro couvertures sont mises en place afin de couvrir le risque de taux. Ce dernier est déterminé par la méthode d'impasse à taux fixe par différence entre les encours de crédit à taux fixe et les ressources à taux fixe (capitaux propres, réserves, refinancements et instruments de couverture) : ces postes de bilan sont écoulés pendant 1 an, sans production nouvelle de crédits et selon des hypothèses d'écoulement définies.

## Note 8 – Produits et charges

L'ensemble des produits et charges est comptabilisé conformément au principe de séparation des exercices comptables.

En conséquence :

- les intérêts (produits et charges) sont inscrits au compte de résultat prorata temporis ;
- les charges d'exploitation (frais de personnel, frais généraux, etc.) font l'objet de régularisation en fin d'exercice (charges à payer, charges payées ou comptabilisées d'avance, etc.).

**A – Nature des commissions :**

Produits : la société enregistre dans cette rubrique les frais de dossier perçus lors de la réalisation de contrats de crédits, les commissions sur assurances ainsi que les produits perçus dans le cadre de son activité de dépôt.

Charges : la société enregistre notamment dans cette rubrique les commissions versées aux apporteurs d'affaires dans le cadre de son activité crédits. Ces commissions sont calculées en fonction des volumes et de la qualité des crédits apportés, selon une tarification définie contractuellement.

**B – Comptabilisation des commissions :**

Depuis le 1er janvier 2010, conformément au règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, les frais de dossier perçus lors de la réalisation d'un contrat de crédit ainsi que les commissions versées aux apporteurs d'affaires sont étalés sur la durée de vie des crédits selon la méthode du Taux d'Intérêt Effectif.

Les commissions perçues sur assurances sont comptabilisées conformément aux décomptes transmis à la compagnie d'assurance.

Les produits sur activités de dépôt sont comptabilisés au fur et à mesure des prestations enregistrées.

## Note 9 – Engagements envers le personnel

L'ensemble des engagements de retraite de Créatis est provisionné dans les comptes annuels. La méthode de calcul utilisée est la méthode rétrospective.

La charge comptabilisée en résultat au cours de l'exercice intègre :

- les droits supplémentaires acquis par les salariés au cours de cet exercice,
- la variation de l'actualisation des droits existant en début d'exercice, compte tenu de l'écoulement de l'année,
- l'incidence des modifications éventuelles de régimes sur les années antérieures ou de nouveaux régimes,
- l'amortissement des écarts actuariels.

Pour déterminer la valeur actualisée de l'obligation, la méthode rétrospective avec projection de salaire de fin de carrière est utilisée (la méthode dite des unités de crédit projetées). La valorisation des engagements est effectuée chaque année et tient compte, notamment pour la valorisation des engagements, de l'ancienneté, de l'espérance de vie, du taux de rotation du personnel par catégorie ainsi que des hypothèses économiques telles que le taux d'inflation et le taux d'actualisation.

Les effets cumulés des écarts actuariels sont amortis sur la durée d'activité résiduelle moyenne des salariés actifs, à l'exception des écarts n'excédant pas 10 % de la valeur la plus élevée entre le montant de l'engagement brut et la juste valeur des actifs de couverture (principe du « corridor »). Cet amortissement d'écart est inclus dans la charge actuarielle de l'exercice suivant. Les écarts constatés sur les autres avantages tels que les jubilés, les médailles... sont immédiatement comptabilisés au compte de résultat sans application du « corridor ».

La dette relative à l'engagement net de la société concernant le personnel est constatée au passif du bilan, dans la rubrique *Provisions pour retraites et autres avantages*.

Les hypothèses retenues sont ; Taux d'actualisation : 1.2 %, Taux d'augmentation : 2 %, Table mortalité : INSEE

**3e partie**  
**Complément d'informations sur le bilan & le compte de résultat**

## Note 10 – Ventilation des créances et des dettes

**10. A – Opérations avec la clientèle (En milliers d'Euros)**

Crédits de trésorerie	Montants bruts 31.12.2017	Dépréciations 31.12.2017	Montants nets 31.12.2017
Encours sains (nets de décote)	1 886 636	4 596	1 882 040
Etalement des commissions	13 530		13 530
Encours douteux	100 093	41 253	58 840
Encours douteux compromis	231 716	133 240	98 476
Total	2 231 975	179 089	2 052 886

**Echéancier au 31.12.2017**

En milliers d'Euros	Total bilan	≤ 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans
Crédits de trésorerie (encours sains)	1 886 636	64 532	150 372	798 719	873 013

**Détail des opérations sur la clientèle**

Crédits de trésorerie	Montants bruts 31.12.2017	Dépréciations 31.12.2017	Montants nets 31.12.2017
Rachat	2 094 078	175 714	1 918 364
Autres produits (dont bancaires et RAC HYPO)	133 256	3 374	129 882
Décote et étalement des commissions	4 641		4 641
Total	2 231 975	179 088	2 052 887

**10. B – Ventilation des dettes selon la durée restant à courir (En milliers d'Euros)**

Dettes	Durée restant à courir				Total
	≤ 3 mois	3 mois < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	> 5 ans	
Dettes envers les établissements de crédit	155 017	51 000	1 455 500	229 000	1 890 517
A vue	13 817	0	0	0	13 817
A terme	141 200	51 000	1 455 500	229 000	1 876 700
Opérations avec la clientèle					
Comptes d'épargne à régime spécial	7 031	25	89	89	7 234
A vue	6 023				6 023
A terme	1 008	25	89	89	1 211
Autres Dettes	17 449	5	296	3	17 753
A vue	17 316				17 316
A terme	133	5	296	3	437
Total	179 497	51 030	1 455 885	229 092	1 915 504

**Note 10. C – Plan épargne logement – compte épargne logement (En milliers d'Euros)**

Encours	Encours Crédits	Epargne Clientèle
Plan d'épargne logement	-	426
Compte épargne logement	-	56

**Note 11 – Participations et autres titres détenus à long terme (En milliers d'Euros)**

Valeurs brutes	31/12/2016	Acquisition	Diminution	Reclassement	31/12/2017
Autres immobilisations financières :	12		1		11
Certificats d'association FGD	11		1		10
Participation dans autres entreprises liées	1				1

**Note 12 – Comptes et flux avec les entreprises liées (En milliers d'Euros)**

	Intra-groupe
<b>Bilan actif</b>	29 640
Participations et autres titres détenus à long terme	1
Comptes de régularisation et actifs divers	1 350
Prêts et créances sur les établissements de crédit	7 089
Dépôt de garantie	21 200
<b>Bilan passif</b>	1 882 788
Dettes envers les établissements de crédit	1 879 732
Comptes de régularisation et passifs divers	2 356
Dépôt de garantie	700
<b>Charges</b>	34 589
Charges d'intérêts et assimilés	22 781
Charges d'exploitation	11 808
<b>Produits</b>	9 760
Intérêts et produits assimilés	133
Produits divers	9 627

**Note 13 – Immobilisations (En milliers d'Euros)**

Valeurs brutes	31/12/2016	Acquisitions	Cessions	Reclassement	31/12/2017
Immobilisations incorporelles	2 885	0	0	0	2 885
Immobilisations corporelles	1 947	0	0	0	1 947
Totaux	4 832	0	0	0	4 832

Amortissements	31/12/2016	Dotations de l'exercice	Amortissements des cessions	31/12/2017
Immobilisations incorporelles	2 754	5	0	2 759
Immobilisations corporelles	1 358	137	0	1 495
Totaux	4 112	142	0	4 254

Valeurs nettes	31/12/2016	31/12/2017
Immobilisations incorporelles	131	127
Immobilisations corporelles	589	452
Totaux	720	579

Note 14 – Ventilation des autres actifs et autres passifs (en milliers d’Euros)

Autres actifs	31/12/2017	31/12/2016
Dépôt de garantie	188	3 263
Créances sociales et fiscales	600	425
Acomptes - fournisseurs	38	121
Avance permanente	1 346	1 351
Appel de marge	21 200	34 100
Flux client en attente	8 096	0
Divers	1 439	1 611
Total	32 907	40 871

Autres passifs	31/12/2017	31/12/2016
Intéressement	748	582
Participation	347	434
Fournisseurs à payer	13 977	10 065
Dettes sociales et fiscales	1 478	7 211
Appel sur marge	700	10
Divers	350	1 328
	17 600	19 630

Note 15 – Analyse des comptes de régularisation actif et passif (En milliers d’Euros)

Régularisation actif	31/12/2017	31/12/2016
Produits d'exploitation à recevoir	2 882	2 924
Charges d'exploitation payées d'avance	12	10
Commissions sur emprunts	0	0
Intérêts sur instruments financiers	0	0
Divers *	1 378	1 098
Total	4 272	4 032

\*le poste divers correspond aux flux émis le 31 décembre

Régularisation passif	31/12/2017	31/12/2016
Produits perçus d'avance	-	-
Intérêts sur instruments financiers	1 711	1 778
Charges d'exploitation à payer	1 475	1 470
Divers*	14 728	17 443
Total	17 915	20 691

\*le poste divers correspond aux flux en attente d'imputation

Note 16 – Provisions

#### I – Provisions pour dépréciation d’actif

En milliers d'Euros	31/12/2016	Dotations	Reprises utilisées	31/12/2017
Provisions pour créances douteuses et impayés	177 201	57 913	55 905	179 089
Total	177 201	57 913	55 905	179 089

#### II – Provisions de passif

En milliers d'euros	31/12/2016	Dotations	Reprises	31/12/2017
Litiges juridiques	407	312	58	661
Provisions sociales	532	87	0	619

Total	939	399	58	1 280
-------	-----	-----	----	-------

Les provisions sont évaluées par la Direction pour faire face aux obligations actuelles de la société (juridiques ou implicites), en respect des principes comptables français. L'évaluation des litiges est effectuée sur la base des demandes reçues des tiers révisées le cas échéant en fonction des actions en défense de la société.

#### Note 17 – Capitaux propres

K€	31/12/2016	Affectation résultat 2016	Résultat 2017	31/12/2017
Capital	52 900			52 900
Réserves légales	3 017	1 405		4 422
Report à nouveau	34 950	26 693		61 643
Résultat	28 098	-28 098	32 075	32 075
Capitaux propres	118 965	0	32 075	151 040

Le résultat par action s'établit à 9.70 € pour 3 306 250 actions.

#### Note 18 – Engagements IFT et hors bilan

##### Engagements sur instruments financiers

En milliers d'Euros	31/12/2017	31/12/2016
Instruments de couverture de taux	1 590 000	1 281 000

##### I- engagements données

##### Engagements en faveur de la clientèle

En milliers d'Euros	31/12/2017	31/12/2016
Réserves disponibles sur crédits permanents	1 067	1 329
Total	1 067	1 329

##### II- Engagements reçus

En milliers d'Euros	31/12/2017	31/12/2016
Lignes de crédits		
Caution courtage	115	115
Engagements reçus	44 715	29 815

#### Note 19 – Intérêts et produits assimilés

En milliers d'Euros	31/12/2017	31/12/2016
Intérêts, produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	-76	144
Intérêts, produits assimilés sur opérations avec la clientèle	115 996	118 175
Intérêts, produits assimilés sur instruments financiers	133	38
Total	116 053	118 357

#### Note 20- Intérêts et charges assimilées

En milliers d'Euros	31/12/2017	31/12/2016
Intérêts, charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	5 707	6 786
Intérêts, charges assimilées sur opérations avec la clientèle	115	127
Intérêts, charges assimilées sur instruments financiers	16 932	18 439
Intérêts, charges assimilées divers		-
Total	22 754	25 352

#### Note 21 – Revenus des titres à revenu variable

Néant.

#### Note 22 – Ventilation des commissions

En milliers d'Euros	31/12/2017	31/12/2016
<b>Produits :</b>		
Commissions sur opérations avec la clientèle	465	418
Commissions sur assurances	9 413	8 571
Pénalités et indemnités de retard sur clientèle	2 663	2 439
Commissions diverses		
Total	12 541	11 428
<b>Charges :</b>		



Commissions sur opérations de trésorerie et interbancaires	0	0
Charges sur moyens de paiement	111	194
Commissions diverses	547	606
Total	658	800

## Note 23 – Autres produits &amp; charges d'exploitation

En milliers d'Euros	31/12/2017	31/12/2016
<b>Produits :</b>		
Autres produits d'exploitation	492	163
Total	492	163
<b>Charges :</b>		
Autres charges d'exploitation	63	75
Total	63	75

## Note 24 – Charges générales d'exploitation

En milliers d'Euros	31/12/2017	31/12/2016
Frais de personnel	14 028	13 325
Salaires et traitements	8 271	8 030
Charges sociales	3 348	3 237
Participation des salariés	303	134
Intéressement des salariés	792	663
Impôts, taxes et versements assimilés	1 314	1 261
Autres frais administratifs	18 241	14 724
Total	32 269	28 049

## Note 25 – Coût du risque

En milliers d'Euros	31/12/2017	31/12/2016
Dotations/reprises aux provisions sur la clientèle	16 389	-5 147
Pertes/récupérations sur créances irrécouvrables	-48 326	-34 030
Dotations/reprises aux provisions sur opérations diverses	0	0
Total	-31 937	-39 177

## Note 26 – Gains ou pertes sur actifs immobilisés

En milliers d'Euros	31/12/2017	31/12/2016
Gains ou pertes sur immobilisations corporelles	128	460
Gains ou pertes sur immobilisations incorporelles	0	-80
Total	128	380

## Note 27 – Résultat exceptionnel

En 2017 Créatis n'a pas réalisé de résultat exceptionnel.

## Note 28 – Informations diverses

**I – Proposition d'affectation de résultat**

Il sera proposé à l'Assemblée Générale des actionnaires l'affectation suivante :

Bénéfice de l'exercice	32 075 142.20€
Affectation à la réserve légale	868 389.73€
Affectation en report à nouveau	31 206 752.47€

**II – Effectifs**

Effectif en équivalent plein temps	31/12/2017	31/12/2016
Cadres	106	103
Employés	150	156
Total	256	259

**III– Impôt sur les sociétés**

Le montant de l'impôt sur les sociétés se monte à 9 317 166.67 euros.

**IV–Honoraires commissaires aux comptes**

En milliers d'Euros	Cabinet MAZARS		Cabinet PWC	
En K€ (hors TVA)				
Audit :				
- Commissariat aux comptes, certification et examen des comptes individuels	42		48	
- Missions accessoires				
Sous-total	42	46%	48	54%
Autres prestations :				
- Juridique, fiscal et social				
- Technologie de l'information				
- Audit interne				
- Autres				
Sous-total	0		0	
Total	42	46%	48	54%

Soit 90K€ de provisions globales.

#### V – Rémunérations allouées pendant l'exercice

La rémunération des organes de direction n'est pas fournie car elle conduirait indirectement à donner une indication de rémunération individuelle.

#### VI – Crédit d'impôt compétitivité

Le Crédit d'impôt compétitivité a permis de favoriser l'amélioration de la compétitivité de Créatis, notamment par le financement des actions suivantes :

- Le lancement de nouveaux services (à l'attention de notre réseau de partenaires commerciaux comme nos clients : offre sous réserve, simulateur multi-produits sur notre site internet), de nouveaux produits (mini RAC...)
- La poursuite de la démarche d'innovation et de transformation de l'entreprise en lien avec notre Vision 2027 ainsi que le déploiement de la nouvelle organisation au service de cette démarche
- Renforcement de la culture managériale et de la culture client par le biais de formations spécifiques (lancement d'une communauté de leaders, formation à la communication non violente pour les équipes du recouvrement...)

La comptabilisation du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi est conforme à la note d'information du 28 février 2013 du Collège de l'Autorité des Normes Comptables. Le montant du CICE, non imposable, est comptabilisé au crédit d'un sous compte des charges de personnel.

#### VII – Identité de la société consolidante

Dans le cadre de l'exemption prévue dans le règlement du CRC 99-07 du 24 novembre 1999, Créatis ne publie pas de comptes consolidés.

Les comptes de Créatis sont intégrés dans les comptes consolidés de Cofidis Participations, Etablissement dont le siège social est à Villeneuve d'Ascq (59650) – Parc de la Haute Borne, 61 Avenue Halley et immatriculée au RCS de Lille sous le numéro 378 176 291.

#### VIII- Avoirs déposés à la Caisse des dépôts et consignations et comptes inactifs (R. 312-21 du Code monétaire et financier)

La loi n° 2014-617 du 13 juin 2014 relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance vie en déshérence impose de publier, à compter du 1er janvier 2016, les informations suivantes au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017 :

Nombre de comptes et montants mentionnés au II de l'article L. 312-19 du code monétaire et financier : 662 comptes pour 197 747.78 €

Nombre de comptes et montants mentionnés au titre de l'article L.312-20 du code monétaire et financier : 248 comptes pour 163 277.90 € déposés à la Caisse des dépôts et consignations.

#### V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2017)

Aux Actionnaires

Mesdames, Messieurs,

#### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société CREATIS SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit de Cofidis Participations (ci-après « le comité d'audit »).

#### Fondement de l'opinion

##### - Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des

comptes annuels » du présent rapport.

#### **- Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1 janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

#### **Justification des appréciations - Points clés de l'audit**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

#### **- Point clé : Dépréciations au titre du risque de crédit (Note 3 de l'annexe)**

##### ***Risque identifié***

De par son activité d'établissement de crédit spécialisé dans le crédit à la consommation, Creatis S.A. constitue des dépréciations destinées à couvrir les créances sur la clientèle pour lesquelles il existe un risque avéré de non-recouvrement. Comme détaillé dans la note 3 de l'annexe aux comptes annuels, ces dépréciations sont calculées par application d'une modélisation statistique qui, à partir des flux de recouvrement, sur la base de données historiques observées sur des portefeuilles homogènes de créances, déterminent les flux futurs attendus de ces créances.

Nous avons considéré que l'évaluation de ces dépréciations, qui s'élèvent à 179 millions d'euros au 31 décembre 2017, constitue un point clé de l'audit des comptes consolidés en raison du recours à la modélisation statistique précitée. En effet, la pertinence de l'évaluation des dépréciations dépend de la méthodologie appliquée, de son adéquation avec les normes comptables applicables en France et de la qualité des données historiques utilisées.

##### ***Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque***

Nos travaux ont consisté à apprécier l'adéquation des modèles mis en œuvre avec les normes comptables applicables en France et à apprécier la qualité des données utilisées pour déterminer les dépréciations des créances douteuses sur la clientèle de détail.

Nous avons :

- pris connaissance des procédures de contrôle interne afférent au processus de calcul des dépréciations de ces créances ;
- testé l'efficacité des contrôles relatifs à ces processus ;
- testé, sur la base d'un échantillon, la qualité des données historiques utilisées dans les modèles de dépréciation ;
- évalué l'adéquation de ces modèles avec les normes comptables applicables en France.

#### **Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

#### ***Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels***

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

#### **- Rapport sur le gouvernement d'entreprise**

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-3 et L.225-37-4 du code de commerce.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives à la rémunération des mandataires sociaux prévues par les dispositions de l'article L.225-37-3 du code de commerce ne sont pas mentionnées dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise. En conséquence, nous ne pouvons attester de l'existence dans ce rapport des informations requises ni de l'exactitude et de la sincérité des informations sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur.

#### ***Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires***

##### **- Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société CREATIS S.A. par l'assemblée générale du 26 Mai 2014 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 23 Mai 2008 pour le cabinet Mazars.

Au 31 décembre 2017, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la quatrième année de sa mission sans interruption et le cabinet Mazars dans la quatorzième année avec interruption entre 2014 et 2016.

#### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

#### **- Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

#### **- Rapport au comité d'audit**

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris La Défense, le 3 mai 2018

*Les Commissaires aux comptes*

**PricewaterhouseCoopers Audit**  
Alexandre Decrand

**Mazars**  
Anne Veaute  
Cécile Fontaine

### **VI.— Rapport de gestion**

Le rapport de gestion est disponible à tout public au siège social de Créatis situé Parc de la Haute Borne, 61 avenue Halley, 59650 Villeneuve d'Ascq.